

**PRÉFECTURE DE LA HAUTE-MARNE**

Bureau de l'Urbanisme et du Cadre de Vie

CD/AH

PROTECTION DE CAPTAGE

ARRETE PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

DES TRAVAUX PROJETES PAR LA COMMUNE DE COIFFY-LE-HAUT

Dérivation par pompage des eaux d'un cours  
d'eau non domanial

LE PREFET,  
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE

VU la loi modifiée n° 64.1245 du 16 décembre 1964, relative au régime et à la répartition des eaux, et à la lutte contre leur pollution ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique notamment les articles L. 11-1 à L. 11-7, R. 11-1 à R. 11-18 ;

VU le Code rural, et notamment l'article 113 ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 20 et L. 20-1 ;

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964, relative au régime et à la répartition des eaux, et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret modifié n° 69-825 du 28 août 1959 portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés et les textes pris pour son application ;

VU le décret n° 61-859 du 1er août 1961 modifié et complété par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L. 20 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36-2è) et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955 (article 73) ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 8 novembre 1984 adoptant le projet, créant les ressources nécessaires à l'exécution des travaux et portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation ;

VU le dossier d'enquête à laquelle il a été procédé conformément à l'arrêté préfectoral du 16 septembre 1985 dans la commune de COIFFY-LE-HAUT en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 3 juillet 1985 ; ;

.../...

VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur en date du 15 octobre 1985 ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 4 décembre 1985 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne,

**A R R E T E :**

ARTICLE 1er : Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la commune de COIFFY-LE-HAUT pour la protection d'un forage au lieudit "Des Meuniers".

ARTICLE 2 : La commune est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines au moyen d'un puits situé sur son territoire.

ARTICLE 3 : Le prélèvement par pompage n'est pas limité.

La commune devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral, utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à son profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages, sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

ARTICLE 4 : Un arrêté préfectoral pris après accomplissement des formalités prévues par le décret du 1er août 1905 réglementera les ouvrages de prise en imposant les dispositions nécessaires pour que les prescriptions de l'article 3 soient régulièrement observées.

ARTICLE 5 : Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa séance du 8 novembre 1984, la commune de COIFFY-LE-HAUT devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 6 : Il sera établi autour de la prise, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, en application des dispositions de l'article L. 20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 61-1093 du 15 décembre 1967, conformément aux indications du plan et des états parcellaires joints.

ARTICLE 7 : A l'intérieur du périmètre immédiat :

- sont interdites toutes les activités autres que celles nécessaires au service des eaux et à l'entretien du périmètre.

A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée :

- sont interdites et réglementées les activités figurant sur le tableau annexé au présent arrêté.

.../...

ARTICLE 8 : le périmètre de protection immédiate dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété sera délimité par un carré de 30 X 30 m, centré sur le puits et clôturé à la diligence et aux frais de la commune de COIFFY-LE-HAUT par les soins du Directeur départemental de l'Agriculture, et de la Forêt qui dressera procès-verbal de l'opération.

Le périmètre de protection rapprochée sera délimité tel qu'il est défini sur le plan de l'extrait cadastral joint en annexe.

ARTICLE 9 : Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle de la Direction départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 10 : Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de cinq ans et dans les conditions ci-dessous définies.

ARTICLE 11 : La commune de COIFFY-LE-HAUT est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en application de l'article L. 11-5 du Code de l'Expropriation les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la consitution du périmètre de protection immédiate.

ARTICLE 12 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, pris pour l'application de la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

ARTICLE 13 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département et, par les soins et à la charge de M. le Maire de COIFFY-LE-HAUT :

- d'une part notifié à chacun des propriétaires intéressés, notamment par l'établissement des périmètres de protection ;

- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques du Département de la Haute-Marne.

ARTICLE 14 : Il sera pourvu à la dépense au moyen de subventions de l'Etat, du Département et de l'Agence Financière de Bassin Rhône-Méditerranée-Corse.

ARTICLE 15 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne, M. le Sous-Préfet, Commissaire-Adjoint de la République de l'Arrondissement de LANGRES, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Maire de COIFFY-LE-HAUT.

CHAUMONT, le 26 DEC. 1985

Pour ampliation  
Pour le Secrétaire Général  
et par délégation

Le Directeur de l'Administration  
Générale et de la Réglementation

*J. Coutures*  
Georgette COUTURES



Pour le Préfet, Commissaire de la République  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

J.L. DURAND DROUHIN

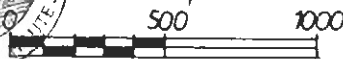
Pour copie conforme  
Pour le Secrétaire Général  
et  
Le Directeur de l'Administration  
Générale et de la Réglementation

# PLAN DE SITUATION

Vu pour être annexé  
à mon arrêté N° **2989** en date  
de ce jour.  
Chauumont, le **26 DEC. 1985**  
Le Préfet, Commissaire de la République  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

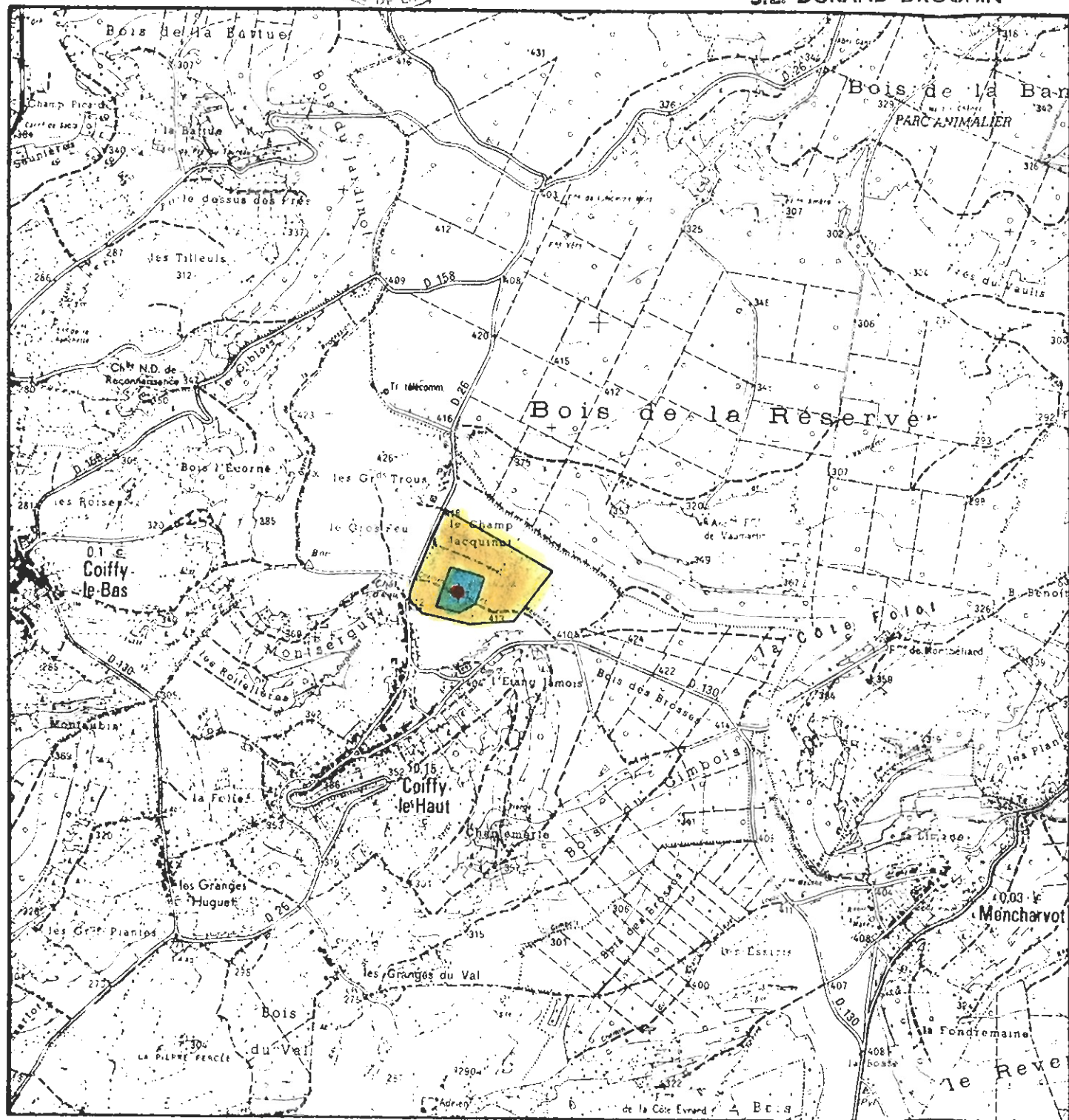


ECHELLE 1/25000



*J. Coutures*  
**Georgette COUTURES**

**J.L. DURAND DROUHIN**



Captage

Périmètre de protection rapprochée

Périmètre de protection éloignée



# COMMUNE DE : COIFFY LE HAUT

NOM et ADRESSE du propriétaire	Section	N°	Lieux - dits	Contenance	Nature de culture
AMSALEM Léon née THIERBAUT Suzanne Marie à la (rue pierre Semar 91 DOURDAN) née à 52 Coiffy le Haut le 6.2.1896					
MONTOT André née THIERBAUT Fernande Marie à la (34 bis Quai Alphonse le Gallo BOULOGNE BILLANCOURT) née à 52 Coiffy le Haut le 1.3.1910	D	141	Champ des Barres	3.83.52	P.2
propriétaire Mme BLOUT née GIGOT Marie Zélie Emile Denise (28 avenue de Cogniaux 31 à (NANTOIS LOLOSANE) née à 52 Melsy le Haut le 4.1937					
Fruittier Mme Yve GIGOT André née USUNIER le Jeanne Sophie (52 COIFFY LE HAUT) née à Melsy le 21.4.1907	D	124	Derrière les Maisons	10.80	P.2
BOUCHENARD Roger Fernand époux CAMUS (52 COIFFY LE HAUT) né à 52 Montcharvot le 17.1.1928					
BOUCHENARD Roger née CAMUS Jeannine Andrée nana (52 MONTCHARVOT) née à 52 Coiffy le Haut le 27.5.1933	A	322	Champ Jacquinot	1.11.34	P.3
CAMUS Pascal Olivier Irénée Ernest (52 COIFFY LE HAUT) né à 52 Bourbonne les Bains 25.10.1950	A	321	Champ Jacquinot	1.11.61	P.3
EUSTACHE Gaston (52 COIFFY LE HAUT) né à Coiffy le Haut le 15.6.1899 (succession)	D	126	Derrière les Maisons	51.85	P.2
LALANDE Louis époux BOSS (52 COIFFY LE HAUT) à 52 Coiffy le Haut le 9.7.1928	A	317	Champ Jacquinot	32.63	P.3
à 52 Coiffy le Haut le 9.7.1928	D	127	Derrière les Maisons	93.11	P.2
à la LALANDE Genaviève Eugénie Clémence (52 COIFFY LE HAUT) née à 52 Coiffy le Haut le 1.7.1922	D	123	Derrière les Maisons	29.44	P.2
MATHIEU Emile (52 COIFFY LE HAUT)	D	142	Champ des Barres	8.50	P.2
MILLE Georges Jules Emile époux BERTRAND à COIFFY LE HAUT) né à 52 Coiffy le Haut le 1.1925	A	316	Moulin à Vent	4.00.52	P.3
MILLE Georges née BERTRAND Simone Andrée à la (52 COIFFY LE HAUT) née à 52 Coiffy le Haut le 7.9.1936					

COMMUNE DE : COIFFY-LE-HAUT

NOM et ADRESSE du propriétaire	Section	N°	Lieux - dits	Contenance	Nature de culture
ROBERT Léon Cécile Marie époux PHILIPPE de des Combattants 22 PLOUFRAGAN) né à Coiffy, le Haut le 21.6.1916	0	121	Derrière les Maisons	68.99	P.2
<p>Pour copie conforme Pour le Secrétaire Général et par délégation Le Directeur de l'Administration Générale et de la Réglementation</p> <p><i>J. Coutures</i> Georgette COUTURES</p>					
<p>Vu pour être annexé à mon arrêté N° 2989 en date de ce jour Chauumont, le 26 DEC. 1985</p> <p>Le Préfet, Commissaire de la République</p> <p>Pour le Préfet, Commissaire de la République et par délégation, Le Secrétaire Général de la Préfecture</p> <p>J.L. DURAND DROUHIN</p>					



PÉRIMÈTRES DE PROTECTION

Réglementation et tableau des prescriptions

En application de l'article 7 de la loi n° 64 - 1245 du 16/12/1964, du décret n° 67 - 1053 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1968.

- 1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
- 2 - A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

DEFINITION DES ACTIVITES	X (A = interdites B = réglementées)		+ (ni interdites ni réglementées)		Périmètre rapproché		Périmètre éloigné	
					activités existantes	activités futures	activités existantes	activités futures
					A	B	B	B
1 - Le forage de puits					X		X	X
2 - Les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales					X		X	X
3 - L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières					X		X	X
4 - L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)						X	X	X
5 - Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes						X	X	X
6 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de débris, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux					X		X	X
7 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées					X		X	X
8 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux					X		X	X
9 - Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature					X		X	X
10 - L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau					Voir paragraphe 7		X	X
11 - L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidanges					X		X	X
12 - L'épandage ou infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidanges					X		X	X
13 - Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail					X		X	X
14 - Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures					X		X	X
15 - L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols					Voir paragraphe 7			
16 - L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures					Voir paragraphe 7			
17 - L'établissement d'étables ou de stabulations libres					X		X	X
18 - Le pacage des animaux						X		+
19 - L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail						X	X	X
20 - Le défrichement						X	X	X
21 - La création d'étangs					X		X	X
22 - Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes					X		X	X
23 - La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation						X	X	X

La Commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

N.B. - Cet inventaire des activités interdites et réglementées sera annexé au rapport détaillé.

Paragraphe 7. - Si la bactériologie de l'eau venait à se dégrader en période pluvieuse il serait indispensable de procéder à un traitement de l'eau, par javellisation par exemple.

En ce qui concerne l'épandage de produits fertilisants et de traitement, nous conseillons leur utilisation dans les limites des doses exportables, par les plantes en se référant aux recommandations des organismes consulaires et professionnels.

L'établissement de toute construction superficielle ou souterraine est interdit à l'intérieur du périmètre de protection rapproché, à l'exception des installations sportives et de leurs constructions annexes (tribune, tennis...) sous réserve que celle-ci soient de type superficiel et sans sanitaire.

Pour copie conforme  
Pour le Secrétaire Général  
Le Secrétaire Général  
Administration  
Générale et de la Réglementation



*G. Coutures*  
Georgette COUTURES

Vu pour être annexé  
à mon arrêté N° 2989 en date  
de ce jour.  
Chaumont, le 26 DEC. 1985  
Le Préfet, Commissaire de la République

Pour le Préfet, Commissaire de la République  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

J.L. DURAND DROUHIN



Département de la Haute-Marne

Commune de :  
**COIFFY-LE-HAUT**

 Périmètre de protection immédiate

 Périmètre de protection rapprochée

Pour copie conforme  
Pour le Secrétaire Général  
et par délégation  
Le Directeur de l'Administration  
Générale et de la Réglementation

*J. Coutures*  
Georgette COUTURES



Vu pour être annexé  
à mon arrêté N° **2089** en date  
de ce jour.

Chaumont, le **26 DEC. 1985**  
Le Préfet, Commissaire de la République  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

J.L. DURAND DROUHIN

C.D. N°26 de Bourbonne-les-Bains à Vaillant

303

307

308

309

313

314

315

318

319

320

324

297

305

304

306

310

311

312

**D.4**

MOULIN A VENT

CHAMP JACQUINOT

322

Chemin

rural

dit

Meuniers

VILLAGE NORD

**D.4**

106

119

DERRIERE LES MAISONS

CHAMP DES BARRES

142

143

141

121

123

126

127

N